



Tunisie : le leasing va mal

Lorsque nous évoquons la situation du secteur financier, nous parlons quasi-exclusivement des banques. Mais le terme "établissements de crédit" englobe aussi les compagnies de leasing.

Les chiffres des indicateurs d'activité du troisième trimestre (T3) de l'année en cours donnent froid dans le dos. D'ailleurs, et dans la mesure où seule l'Arab International Lease (AIL) n'est pas cotée, les chiffres que nous allons présenter traduisent fidèlement la situation du secteur.

Une baisse inédite de l'activité

Sur le T3, les approbations (*les demandes de financement*) ont baissé de 34,8% en rythme annuel. Il s'agit du deuxième recul trimestriel consécutif. Durant cette période, le carnet de commandes des sept compagnies cotées s'est établi à 396,718 MDT contre 608,457 MDT en 2017.

Sur l'ensemble de l'année, les approbations ont baissé de 12,7% à 1,859 MdDT. Le recul est de l'ordre de 271,523 MDT. Cela traduit la baisse du rythme d'investissement en Tunisie mais, également, des mises en force (*contrats qui sont entrés effectivement en production*) en berne au cours du dernier trimestre 2018. En ce qui concerne la production de la période allant de juillet à septembre 2018, nous avons observé une dégradation de 23,1% à 406,893 MDT. Depuis le début de l'année, c'est un recul de 6,57% qui a été enregistré, pour des investissements totaux de 1,620 MdDT.

Mais la baisse de l'activité traduit aussi les difficultés d'accéder aux ressources. Les compagnies de leasing clôturent leurs schémas de financement dans la douleur. Sur les neuf premiers mois de l'année, 294,215 MDT de dettes (*nettes des remboursements*) ont été collectées par le secteur contre près de 600 MDT durant l'année 2017. Il est donc logique de voir les loueurs rationaliser leurs activités.

Les revenus sont toujours là

Mais en dépit de la baisse de l'activité, les revenus bruts de leasing n'ont pas cessé de croître. Ils se sont établis à 1,557 MdTND fin septembre 2018. Cette amélioration a été boostée par des taux d'intérêt qui se sont inscrits en hausse depuis trois ans. Ainsi, la baisse du volume a été compensée par des taux de sortie plus importants. La hausse a également été au rendez-vous côté revenus nets qui ont atteint 328,415 MDT sur les trois premiers trimestres de l'année.

Mais lorsque nous passons au Produit Net de Leasing, nous constatons que la croissance est moins rapide. Depuis le début de l'année, le secteur affiche un PNL de 129,778 MDT, soit une hausse de 5,6%. Et pour raison, il y a l'intégration des charges financières dans les calculs. Les coûts de ressources, qui ont explosé au cours de cette année, ont pesé énormément sur la rentabilité du secteur.

La rentabilité sous pression

Les indicateurs d'activité n'affichent pas de résultats nets, mais nous pouvons avoir une idée sur le niveau des profits. Nous avons d'abord les charges d'exploitation qui ont atteint 57,627 MDT, soit une hausse de 15,9% en rythme annuel. Ces charges restent essentiellement de nature fixe, et donc très difficile à réduire.

Les compagnies de leasing n'affichent également pas leurs coûts du risque dans les chiffres trimestriels. Mais nous pouvons suivre l'évolution des créances classées comme proxy.

Fin septembre 2018, elles ont atteint 395,537 MDT, soit 140,017 MDT de plus depuis le début de l'année. C'est un montant important pour un secteur qui a déjà assez de créances carbonisées.

Pour le moment, ces compagnies restent relativement épargnées du tour de vis réglementaire de la BCT. Mais le jour où de nouvelles règles prudentielles sont décidées, le secteur aura besoin de fortes recapitalisations.

Les fonds propres actuels (avant résultats) sont de 1,202 MdDT. Mais si nous éliminons Tunisie Leasing & Factoring, nous constatons que les fonds propres ne dépassent pas 364 MDT.

Ce chiffre montre à quel point le secteur est sous capitalisé. Il faut se rappeler que les engagements des compagnies de leasing se montent à 4,490 MdsDT.

Cette fragilité est très inquiétante et il faut vraiment se poser une question : pourquoi les instances internationales n'ont jamais évoqué les difficultés du secteur ?

Source : l'économiste Maghrébin